

# Les temps du social

Bulletin de l'APREHTS

## Pourquoi ce bulletin

« L'histoire n'est pas la science du passé, elle est la science des rapports réciproques entre le présent et le passé. » écrivait le grand historien Marc Bloch. C'est dans cet esprit que notre association a pour but de promouvoir la recherche historique en travail social. A cette fin, ses membres effectuent des travaux de recherche à partir de sources écrites et orales dans le but de connaître et d'analyser les pratiques d'autrefois souvent fort mal connues du fait de la disparition des traces écrites. Elle promeut également la conservation des archives imprimées des institutions ou des particuliers qui sont des ressources en voie de disparition rapide. Par ailleurs, l'association diffuse le plus largement possible les résultats de ses travaux, au travers d'articles et de colloques.

Depuis plusieurs années un document rend compte de chacune des réunions mensuelles de l'association. Il nous a semblé qu'il était temps de proposer un bulletin bi-annuel, plus largement diffusé qui pourra servir de lien entre l'association, les travailleurs sociaux et les institutions. Ce bulletin, que nous souhaitons vivant et ouvert à toutes les suggestions, rendra compte des travaux en cours dans la région et à l'échelle nationale. De brefs articles, ainsi que les listes des publications et des colloques, permettront d'informer, de faire connaître les initiatives et de créer des liens entre les personnes qui souhaitent que l'histoire du travail social ne tombe pas dans l'oubli.

Cette connaissance est utile car, d'une part, de nombreuses expériences menées autrefois par des travailleurs sociaux demeurent méconnues et, d'autre part, l'identité d'une profession s'appuie sur le présent et ses racines. Il n'est pas jusqu'à l'histoire sociale qui n'est à gagner à mieux connaître le regard porté sur la « misère du monde » par les travailleurs sociaux. Cette démarche ne présente aucun caractère passéiste, elle est au contraire à la base de tout travail de réflexion et de prise de conscience des situations actuelles, seule la connaissance du passé permet de se libérer du poids de l'histoire : la connaissance historique est émancipatrice.

Bienvenue et bonne lecture, nous attendons avec impatience vos remarques et vos suggestions afin que ce bulletin joue son rôle de trait d'union entre ses lecteurs.

Paul Allard professeur Université de la Méditerranée  
Président de l'Association Provençale de Recherche en Histoire du Travail Social

## **l'A.P.RE.H.T.S. : Une association régionale de recherche sur l'histoire du travail social**

Issue du Réseau Histoire du Travail Social, l'Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social s'est donnée comme objectif « le développement de la recherche sur l'histoire du travail social dans la région Provence Alpes Côte d'Azur ». Née dans la mouvance de la recherche pionnière entreprise par Yvonne KNIBIEHLER sur l'histoire du service social, elle est devenue une association conduisant des recherches et a tissé des liens avec les associations nationales travaillant sur l'histoire du travail social, du socio-éducatif et de l'éducation populaire.

### **Un réseau régional**

L'Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social (A.P.RE.H.T.S.) a été créée en 1997 mais son existence remonte au début 1990 ; cette année là a vu la création d'un réseau régional du Réseau Histoire du Travail Social dans la région Provence Alpes Cote d'Azur. Ce réseau a été constitué d'assistantes de service social, d'un sociologue ayant participé aux travaux initiaux entrepris, fin des années 70 début des années 80, par Yvonne KNIBIEHLER, d'un historien ayant dirigé des recherches effectuées dans le cadre des maîtrises en sciences sociales appliquées au travail. et d'assistantes sociales ayant produit un mémoire de recherche en histoire dans ce cadre. Il était composé d'une dizaine de personnes. Les axes de travail retenus étaient :

- la préservation et la conservation des archives des institutions sociales
- l'établissement d'un répertoire des travaux de recherche menés sur la région
- la sensibilisation des centres de formation en travail social à l'histoire et l'incitation pour les étudiants de ces centres à effectuer des mémoires dans la discipline de l'histoire.

Une brochure fut éditée en février 1993, avec l'appui technique de la DRASS, présentant le Réseau Histoire du Travail Social, recensant les travaux existants (maîtrises, DEA et DSTS) et soulignant l'intérêt de l'histoire pour le travail social. Des journées d'études furent organisées, aux fins de sensibilisation, dans des centres de formations en travail social à Toulon et à Nice. Le réseau régional se réunissait environ dix fois par an ; il était en liaison étroite avec le Réseau Histoire du Travail Social au niveau national et plusieurs de ses membres participaient aux réunions nationales du Réseau.

### **Une association de recherche**

Après un peu plus de cinq ans d'activités conformes aux axes de travail retenus, un bilan s'imposa. La préservation et la conservation des archives se faisaient de manière très artisanale, les moyens manquaient pour aller plus loin. Le répertoire des travaux de recherche était quasiment complet. Quant à la sensibilisation des centres de formations, on peut dire que ce fut un échec : pas une seule recherche nouvelle n'a été conduite dans le cadre des formations initiales ou supérieures. Dans cette même période, en 1996, des membres du réseau régional commençaient à participer aux travaux du « Groupe de Recherches Femmes Méditerranée », programme de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (Aix en Provence)<sup>1</sup>. Ce groupe s'était engagé dans l'étude des phénomènes de

---

<sup>1</sup> Une première publication de cette association comportait des articles de membres du réseau : Paul ALLARD « le travail social à Marseille, hier et aujourd'hui », Paul ALLARD « Le récit de vie et le récit de pratiques : des méthodes appropriées » Marcel DOTTORI « Note sur l'utilisation du récit de vie dans la recherche historique

visibilité ou d'invisibilité des phénomènes sociaux, utilisant cette notion comme échelle d'observation à l'intérieur de la différence des sexes. Sur cette thématique, le réseau régional fut interpellé sur la pertinence de la notion de visibilité/invisibilité pour observer le travail social. Face à cette interpellation et au bilan en demi teinte des activités passées, le réseau décida de changer d'orientation : au lieu d'essayer vainement de susciter des recherches, il décida de devenir un groupe de recherche, malgré la grande modestie des moyens disponibles : volontariat des membres et absence de financement. Ainsi, durant cette année 1996, le réseau se lança dans une recherche sur les pratiques des assistantes sociales à Marseille de 1945 à 1965.<sup>2</sup> Le choix de ce thème est lié au fait que les pratiques des assistantes sociales, essentiellement l'interaction sur le terrain entre la professionnelle et le client, sont invisibles malgré la visibilité de l'action (enquêtes, dossiers...). Depuis, la question de l'histoire des pratiques continue à alimenter les débats et les recherches du réseau. Elle fut au centre des débats lors de la présentation de cette recherche à la journée d'étude du Réseau Histoire du Travail Social en janvier 2001 à Paris<sup>3</sup>.

L'engagement dans ce travail de recherche et la décision de devenir groupe de recherche ont conduit le réseau à formaliser son existence et à devenir association déclarée. Le 5 mars 1997 une assemblée générale constitutive a créé l'Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social (A.P.RE.H.T.S.). L'intitulé délimite à la fois son objectif – développer la recherche sur l'histoire du travail social – et son territoire – la région Provence Alpes Côte d'Azur. L'association est constituée d'un noyau, formé des mêmes personnes qui avaient fondé le réseau, et d'un cercle de personnes intéressées par l'histoire mais plus consommatrices que productrices de recherches. Outre une réunion mensuelle, l'association organise des groupes de travail, soit permanents sur un chantier de recherche, soit ponctuels pour une activité précise.

### Réalisations et productions

A partir du premier travail sur les pratiques des assistantes sociales, l'association a poursuivi sa participation aux programmes du « Groupe de Recherche Femmes Méditerranée » et s'est engagé à une recherche, dans le cadre d'une nouvelle thématique sur les héroïnes, sur le SSAE durant la seconde guerre mondiale à Marseille<sup>4</sup>. Malgré le mutisme des rares archives disponibles et l'absence de témoignages, ce travail a essayé, comme le précédent, d'interroger les pratiques d'assistantes sociales. En parallèle, un groupe de travail a commencé à rassembler des documents et des témoignages oraux sur l'histoire des formations en travail social dans la région.

En dehors de ces deux chantiers de recherche (les pratiques et le SSAE) plusieurs recherches ont été réalisées en réponse à une demande effectuée auprès de l'association. Il en est ainsi de ce qui est devenu un axe de recherche permanent de l'association : l'histoire des centres sociaux. Robert DURAND<sup>5</sup> avait demandé au président de l'association s'il y avait quelque chose sur l'histoire des centres sociaux dans les Bouches-du-Rhône. Après avoir émis une réponse négative (rien n'existait)

---

sur le travail social » in Geneviève DERMENJIAN et Monique HAICAULT (sous la direction) 1997 *Le forum et le harem Femmes et hommes pratiques et représentation* Aix en Provence Publications de l'Université de Provence 239 p.

<sup>2</sup> Paul ALLARD, Danièle BROCVIELLE, Jacqueline FELICIAN, Anne Marie FONTAN, Henri PASCAL et Jean Marie ZINGRAFF « Recherches sur les pratiques professionnelles des assistantes de service social à Marseille de 1945 à 1965 » p. 293 -302 in Geneviève DERMENJIAN, Jacques GUILHAUMOU, Martine LAPIED *Femmes entre ombre et lumières. Recherches sur la visibilité sociale (XVIe – XXe siècles)* Paris Publisud coll. La France au fil des siècles 2000 320 p.

<sup>3</sup> Paul ALLARD, Jacqueline FELICIAN et Henri PASCAL « Recherche sur les pratiques des assistantes sociales à Marseille de 1945 à 1965 : résultats et méthodologie » *Contact* Réseau Histoire du Travail Social séance plénière du 12 janvier 2001

<sup>4</sup> Jacqueline FELICIAN et Paul ALLARD « L'héroïsme au quotidien. L'exemple du SSAE durant la seconde guerre mondiale » Aix en Provence Publication de l'Université de Provence (à paraître)

<sup>5</sup> Robert DURAND 1996 *Histoire des centres sociaux Du voisinage à la citoyenneté* Paris Syros collection Alternatives Sociales 264 p.

nous avons proposé de commencer à travailler sur ce sujet. Ainsi une communication a pu être présentée au colloque de Roubaix de l'association « Mémoires Vives Centres Sociaux » en mars 2001<sup>6</sup>. La communication a été réalisée à partir des archives de la commission sociale du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône. Cette étude a certes permis de connaître l'émergence des centres sociaux aux débuts des années cinquante mais elle a aussi révélé l'existence d'une association, la *Maison de l'Enfance et de la Famille*, qui gérait de nombreux centres sociaux avant la deuxième guerre mondiale. Cette dernière association était elle-même issue d'une autre association, créée en 1914, et intitulé *Arts et Charité*. La découverte de quelques archives de ces deux associations permet de mener actuellement un travail de recherche sur les antécédents des centres sociaux des années cinquante. La recherche se poursuit, une bonne part du travail porte sur l'association *Arts et Charité* créée en 1914 et dont les activités paraissent s'étioler au milieu des années vingt. L'intérêt de cette association est son originalité. En prenant appui sur le quartier de Marseille, le Panier, qui fut la cité grecque en six cent avant Jésus-Christ et est devenu fin XIXe et début XXe le quartier des nouveaux émigrants, *Arts et Charité* a tissé des activités visant la protection du patrimoine, la valorisation de l'identité marseillaise et la protection sociale et sanitaire ainsi que la formation des enfants des émigrés du quartier. Pour cette association on peut dire que les activités artistiques (les visites du patrimoine entre autres) financent la charité. L'objectif de la recherche est d'essayer de comprendre comment ont été liées puis séparées ces activités artistiques et de bienfaisance et comment ces dernières ont essaimé en plusieurs structures séparées, dont l'Office Central des Œuvres et la Maison des Familles ; cette dernière était adhérente, avant la deuxième guerre mondiale, à la Fédération Française des Centres Sociaux.

A l'occasion de la préparation d'un livre d'hommage à Yvonne KNIBIEHLER, l'association a été sollicitée pour écrire un chapitre sur ses apports à l'histoire du travail social. Etant nous-mêmes, en quelque sorte, parmi les héritiers d'Yvonne KNIBIEHLER, dont la recherche sur l'histoire des assistantes sociales a suscité une vaste mobilisation du milieu professionnel, l'association a entrepris de porter son témoignage dans le livre d'hommage qui vient de paraître<sup>7</sup>.

En dehors des activités collectives de l'association, certains de ses membres sont sollicités pour des communications et articles sur l'histoire du travail social. Ainsi, poursuivant une participation régulière aux congrès des sociétés historiques et scientifiques, Jacqueline FELICIAN a donné une communication sur l'asile de Marseille durant la première guerre mondiale<sup>8</sup>. Jean Marie ZINGRAFF a publié sa recherche sur l'illégitimité à Nancy<sup>9</sup>. Henri PASCAL a fait une communication à la journée d'étude consacrée à l'histoire de la formation au travail social en Europe, organisée à l'occasion des dix ans du Réseau Histoire du Travail Social<sup>10</sup> et écrit deux articles sur l'histoire du service social<sup>11</sup>.

Ces réponses à des demandes adressées à l'association ou à certains de ses membres sont conduites en parallèle aux chantiers de recherche toujours en cours et pour lesquels l'association se mobilise. Le

---

<sup>6</sup> Henri PASCAL et Annie DEPARDON « L'émergence des centres sociaux dans les Bouches du Rhône de 1945 à 1960 » in MEMOIRES VIVES Centres sociaux *Les centres sociaux 1880 – 1980. Une résolution locale de la question sociale* Lille Presses Universitaires du Septentrion 2004

<sup>7</sup> Henri PASCAL et Paul ALLARD « Les apports d'Yvonne KNIBIEHLER à l'histoire du travail social » in Michel BERNOS et Michèle BITTON (sous la direction) 2004 *Femmes Familles Filiations Société et Histoire. Etudes en hommage à Yvonne KNIBIEHLER* Aix en Provence Publication de l'Université de Provence collection le temps de l'histoire 300 p.

<sup>8</sup> Jacqueline FELICIAN « Chronique d'un asile d'aliénés pendant la Grande Guerre : l'asile Saint Pierre à Marseille » *119<sup>e</sup> congrès des sociétés historiques et scientifiques* Amiens 1994 p. 109 – 119

<sup>9</sup> Jean Marie ZINGRAFF « L'illégitimité à Nancy au XVIIIe siècle » p. 177 – 187 in Geneviève DERMENJIAN, Jacques GUILHAUMOU, Martine LAPIED *Femmes entre ombre et lumière. Recherches sur la visibilité sociale (XVIe – XXe siècle)* Paris Publisud coll. La France au fil des siècles 2000 320 p.

<sup>10</sup> Henri PASCAL « L'incidence de l'histoire des formations sur le travail social actuel en France » *Vie Sociale* n°2/2000 mars avril p. 79 - 87

<sup>11</sup> Henri PASCAL et Cristina DE ROBERTIS « La formation des assistants sociaux. Evolution » *Revue Française de Service Social* n° 173 – 174 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1994 p.107 – 122 / Henri PASCAL « Sur l'histoire de la méthodologie en service social » *Revue Française de Service Social* n° 198 septembre 2000 p. 8 - 14

choix du chantier sur les pratiques est dicté par des raisons méthodologiques et de choix thématiques. Il s'agit d'essayer de construire une méthodologie d'enquête à partir des récits de pratiques ; il s'agit d'essayer de comprendre, à partir des témoignages, l'interaction entre l'assistante sociale et le client, le rapport, dans le concret, de la rencontre avec l'autre, de l'assistante sociale à la loi, à la norme. Le postulat de départ est que la pratique ne peut être comprise seulement à partir des injonctions institutionnelles (missions, mandat), à partir des traces écrites par les travailleurs sociaux (enquêtes, exposés de situation) dans le cadre de leur exercice professionnel.

### **Les liens régionaux et nationaux**

Dans la région, l'association a bénéficié de l'appui matériel (tirages, diffusions) des quatre centres plurifilières de formation en travail social (IESTS à Nice, IFTS à Toulon, IRTS et IMF à Marseille) ainsi que de l'Université de la Méditerranée. En matière de recherche des échanges ont lieu régulièrement avec le « Groupe de Recherche Femmes Méditerranée » et avec l'association « Les Femmes et la Ville ». Des communications par des membres de l'association ont été effectuées au colloque de cette dernière association<sup>12</sup>.

Au niveau national, l'association a participé à des journées d'étude du *Réseau Histoire du Travail Social* (R.H.T.S.), avec lequel elle a des liens depuis sa création, et au colloque de Mémoires Vives Centres Sociaux. Avec le Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Education Spécialisée (C.N.A.H.E.S.), l'association a organisé, en mai 2001 à Marseille, une « journée mémoire » pour les intervenants au service de l'enfance et de la jeunesse en difficulté<sup>13</sup>. Cette journée avait été préparée par un groupe de travail comprenant des membres de l'association, du CNAHES (certains adhérents aux deux) et de l'Association pour l'Histoire de l'Education Surveillée et la Protection Judiciaire des Mineurs (A.H.E.S.- P.J.M.). Une soixantaine de personnes a assisté à cette journée. Dans la lettre diffusée aux adhérents de l'association, les publications et activités de ces quatre associations nationales (auxquelles adhèrent des membres de l'A.P.RE.H.T.S.) sont régulièrement annoncées.

L'ensemble de ces liens avec les associations nationales et régionales a permis à l'association d'être informée des thématiques de recherche dans les divers champs du travail social ainsi que dans l'histoire des femmes qui a pris une audience nationale et internationale à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme. Ces liens offrent la possibilité de croiser nos thèmes de recherche avec ceux conduits dans d'autres cadres.

### **En conclusion**

Dans la région, l'association n'a pas réussi, pour l'instant, à susciter, parmi les étudiants en histoire ou en travail social, des travaux de recherche sur l'histoire du travail social. De ce fait le groupe initial s'est fort peu agrandi et les moyens humains sont donc restés limités. A cela s'ajoute le fait que les seules ressources disponibles de l'association sont les cotisations. Malgré cette limitation en ressources humaines et financières l'association a pu poursuivre les recherches engagées, ce qui s'est traduit par des publications et un lien avec la recherche en histoire au sein de la M.M.S.H.(Maison

---

<sup>12</sup> Jacqueline FELICIAN « L'action sociale de la municipalité de Marseille en faveur de mères sous la IIIe République » p. 250 – 262 et Paul ALLARD « Le Travail social en quête d'histoire » p/ 45 – 51 in Yvonne KNIBIEHLER, Catherine MORAND-FOUQUET, Régine GOUTALIER et Eliane RICHARD *Marseillaises. Les femmes et la ville* Paris Côté-Femmes 1993 400p.

<sup>13</sup> A.P.RE.H.T.S. et C.N.A.H.E.S. *Mémoire et histoire. Compte rendu de la journée mémoire du 12 mai 2001* Marseille 2002 42 p.

Méditerranéenne des Sciences de l'Homme), et elle projette d'organiser, en 2005, un colloque au cours duquel ces recherches seront présentées conjointement à celles d'invités nationaux et internationaux.

Henri PASCAL

(Extrait d'un article à paraître dans la revue du CEDIAS *Vie Sociale*)

## LIVRES et ARTICLES

**COSNIER Colette 2003 *Marie Pape-Carpantier. Fondatrice de l'école maternelle* Paris Fayard 426 p.**

Née en 1815, morte en 1878, Marie PAPE-CARPANTIER dirigea à 19 ans une salle d'accueil pour les tout-petits où elle commença à mettre en place une pédagogie active, assez lointaine des pratiques alors en vogue dans les écoles primaires. Elle fut appelée, lors de l'Exposition Universelle de 1867, à présenter, à la demande du ministre Victor DURUY, ses orientations pédagogiques à des instituteurs réunis dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

**BECQUEMIN Michèle 2003 *Protection de l'enfance. L'action de l'association Olga Spitzer* Toulouse Editions Eres**

L'association Olga Spitzer a été fondée en 1923 par des pionniers de la protection sociale et judiciaire de l'enfance. Ceux-ci étaient convaincus que, d'une part, il fallait apporter des réponses plus éducatives que répressives à la délinquance juvénile et aux défaillances parentales et que, d'autre part, seuls des professionnels qualifiés auraient les conditions requises pour cela. Les professionnels de l'association ont contribué à l'élaboration des grandes lois de protection de l'enfance et à la modélisation de techniques d'intervention auprès des enfants et des familles en difficultés. Ce livre met en lumière l'interaction entre le fait institutionnel (l'histoire de l'association) et le fait politique (histoire des lois de protection de l'enfance)

**LE TALLEC Cyril 2003 *Les assistantes sociales dans la tourmente, 1939 – 1946* Paris L'Harmattan 215 p.**

Ce livre traite de la période 1939 à 1946 au cours de laquelle la fonction d'assistante social est occupée par des non diplômées, leur nombre étant notoirement insuffisant pour faire face aux besoins. De nombreux organismes publics, parapublics comme le Secours National ou privés embauchent des auxiliaires sociales formées en très peu de temps ou pas du tout formées. Des mouvements de Résistance ont également développé leurs propres services sociaux.

La loi du 8 avril 1946 impose l'obligation de possession du diplôme pour exercer la profession d'assistante sociale et laisse deux ans aux non diplômées pour qu'elles cessent leurs activités ou passent un « examen de récupération ». Dix mille se présentent à cet examen et 3300 seront ainsi autorisées à exercer la profession d'assistante sociale, les autres soit cessent leurs activités soit s'inscrivent dans les écoles pour effectuer une formation complète.

**GUESLIN André et STIKER Henri-Jacques (sous la direction) 2003 *Handicaps, pauvreté et exclusion dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle* Paris Editions de l'Atelier**

L'ouvrage, issu des actes d'une journée d'étude organisée par l'Université Paris VII et ALTER, est construit en deux parties, l'une sur le thème « infirmité et pauvreté », l'autre sur celui d'« infirmité et exclusion ». Les différentes études historiques présentées montrent la dualité au XIX<sup>e</sup> siècle entre une prise de conscience de l'éducabilité des « pauvres gens » - phénomène émergent plutôt de l'ordre des représentations – et une politique de répression, voire d'enfermement de ces populations, perçues comme inutiles et repoussantes. Entre incapacité, éducabilité et solidarité, les ambiguïtés de nos aïeux du XIX<sup>e</sup> paraissent bien contemporaines.

**LONCLE Patricia 2003 *L'action publique malgré les jeunes. Les politiques de jeunesse en France de 1870 à 2000* Paris L'Harmattan collection Logiques politiques 337 p.**

Un livre sur les politiques de jeunesse de 1870 à 2000 a été publié. L'ambition de cet ouvrage est de reconstituer l'histoire des politiques de jeunesse en France au niveau local et national, de s'interroger sur la réalité mais surtout de sens de l'intervention publique en direction de cette population aujourd'hui. Ce travail représente à la fois une tentative de synthèse sur un domaine ayant fait l'objet de travaux épars dans de multiples disciplines mais également une proposition de réflexion sur le modèle français d'analyse des politiques publiques

**LADSOUS Jacques 2004 *L'action sociale aujourd'hui* Toulouse Edition Eres, collection Trames 150 p.**

Jacques LADSOUS est éducateur depuis 1946, il est actuellement membre du Conseil Supérieur en Travail Social (dont il a été vice-président), vice-président des CEMEA, secrétaire général du CEDIAS. Dans un livre qu'il vient de publier il témoigne de son long parcours sur le terrain de l'action éducative, le situant dans l'action sociale et son évolution.

**DAL Gilles 2003 *La Sécurité sociale à ses débuts : réactions suscitées, arguments échangés. Aux sources du conflit social* Paris L'Harmattan 298 p.**

Dans un livre récemment paru, Gilles DAL se penche sur les arguments échangés à la naissance de la Sécurité Sociale, qui prétendait à la fois supprimer la grande pauvreté, éradiquer l'ignorance, améliorer le niveau de vie collectif, faire progresser la démocratie sociale. L'auteur analyse et confronte les réactions, lors des premiers mois du système, des principaux interlocuteurs sociaux.

**GUESLIN André 2004 *Les gens de rien : l'histoire de la grande pauvreté en France au XXe siècle* Paris Fayard coll. Pour une histoire du XXe siècle 350**

André GUESLIN a publié un livre sur l'histoire de la pauvreté au XXe siècle, dans lequel ; il montre la différence radicale avec la pauvreté du XIXe siècle. Il analyse les formes nouvelles de cette pauvreté et ses causes : dissolution des cadres sociaux, disparition des classes aux limites franches, sous emploi et chômage.

**LE NAOUR Jean Yves et VALENTI Catherine 2003 *Histoire de l'avortement (XIXe – XXe siècles)* Paris Le Seuil coll. Univers historique 387 p.**

Jean Yves LE NAOUR et Catherine VALENTI ont publié un livre sur l'histoire de l'avortement aux XIXe et XXe siècles. L'ouvrage, très documenté, montre bien comment après avoir été un crime contre l'autorité maritale ou paternelle dans l'Antiquité, puis contre Dieu et la morale, l'avortement est devenu un acte contraire aux intérêts de la société et de l'Etat. Parmi les idées reçues que les auteurs veulent corriger, citons la loi de 1920 qui ne serait pas le pivot de la répression mais l'article 317 du code pénal de 1870 ; de même, les condamnations n'ont pas eu leur apogée sous le régime de Vichy mais dans les années qui suivirent la Libération. Ils montrent également comment la mobilisation sociale, et en premier lieu celle des femmes, a contraint les parlementaires à débattre et à légiférer (loi Veil).

**Rose de Saint-Projet 2003 *Les lois sexuelles. Essai sur une idée de l'ordre moral au XIXe siècle* Editions Frénésie collection Insania 326 p**

Un essai sur l'idée d'ordre moral au XIXe siècle vient de paraître. Il analyse les articles du code pénal consacrés à l'outrage à la pudeur, à la morale politique et religieuse et aux bonnes mœurs ainsi que les rapports de police sur deux affaires judiciaires et une monographie sur la prostitution.

**YVOREL Jean Jacques (sous la direction) 2004 *La protection de l'enfance : un espace entre protéger et punir. L'émergence d'une idée, l'étape 1958 – 59, les recompositions contemporaines* Vaucresson CNFE-PJJ collection Etudes et recherches n° 7**

Les éditions du CNFE-PJJ, dans leur collection études et recherches, publie un livre sur la protection de l'enfance. Le livre traite de l'ordonnance du 23 décembre 1958 qui organise la « protection judiciaire » de l'enfance en danger, complétée par le décret du 7 janvier 1959. Ce double dispositif achève l'articulation entre interventions de prévention et de protection. Celles-ci devront assurer de façon graduée la prise en charge d'enfants dont la situation va de la détresse sociale à la délinquance, en passant par le danger encouru du fait d'abus ou d'insuffisances dans l'exercice de l'autorité parentale. Ce double système est-il en train de se recomposer autour de deux pôles : celui des enfants maltraités et celui des jeunes délinquants ?

***La solidarité en actes. Services collectifs et expression des usagers dans le Mouvement populaire des familles 1940 – 1955.* Editions Les cahiers du Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF) n° 11 2002 441 p.**

Un ouvrage vient de paraître sur les services aux familles organisés par le Mouvement Populaire des Familles de 1940 à 1955. Inspiré par l'idéal de l'Action catholique spécialisée de la JOC et de la JAC, la volonté des initiateurs des services proposés aux familles ouvrières a été d'associer leurs bénéficiaires à leur gestion. L'habitude ainsi créée les conduisit à une réflexion plus générale et à l'émergence progressive de la revendication de l'expression et de la participation des « usagers » ou des « familles usagères » dans les organismes dont ils sont les ayants droit, la Sécurité Sociale notamment. Ce qui devait entraîner des conflits de légitimité avec d'autres catégories et d'autres organisations. Plusieurs de ces services ont perduré en s'institutionnalisant et en se professionnalisant, tandis que l'évolution des conditions de vie et la concurrence marchande faisaient disparaître les autres.

**Association Provençale pour la Recherche en Histoire du Travail Social (A.P.RE.H.T.S.)  
Boîte aux lettres 192 La cité des associations  
Ville de Marseille D.A.V.A.  
93 La Canebière 13233 Marseille cedex 20**